

Réhabiliter la solidarité par la linguistique Et le numérique

Mohammed, Lahlou 

(Département Langue et Littérature Françaises, Faculté des Lettres et
des sciences Humaines, Université Cadi ayyad, Marrakech, Maroc)

m.lahlou@uca.ac.ma

Submitted: 09/10/2024 Accepted: 13/11/2024 Published 1/12/2024

ABSTRACT

The health crisis has brought to light significant disparities within Moroccan society, particularly with regard to access to education, information, and digital services. The lockdown has served to exacerbate the social and digital divide, which is further compounded by linguistic inequalities. While some individuals possess the requisite tools and skills to adapt to new communication modes, others are marginalised. The pandemic has underscored the significance of multilingual and digital competence, with superstitious behaviours frequently reflecting a lack of understanding of official information. While material solidarity is evident, it may prove insufficient in the long term. The UN Secretary-General emphasises the necessity for sustainable measures to prevent a further deepening of inequalities. Two pathways have been proposed for sustainable post-crisis development: digital solidarity and language education.

Keywords: Multilingualism, Solidarity, Digital inclusion

الملخص

لقد كشفت الأزمة الصحية الحالية عن تفاوتات عميقة داخل المجتمع المغربي، لا سيما فيما يتعلق بالوصول إلى التعليم والمعلومات والخدمات الرقمية. فقد أدى الحجر الصحي إلى تفاقم الفجوة الاجتماعية والرقمية التي ازدادت سوءًا بسبب الفروقات اللغوية. وبينما يملك البعض الأدوات والمهارات اللازمة للتكيف مع هذه الأساليب الجديدة في التواصل، يجد الآخرون أنفسهم مهمشين. وقد أظهرت الجائحة أهمية الكفاءة المتعددة اللغات والرقمية، في حين تعكس التصرفات الخرافية أحيانًا عدم فهم للمعلومات الرسمية. وعلى الرغم من أن التضامن المادي موجود، فإنه قد لا يكون كافيًا على المدى الطويل. ويدعو الأمين العام للأمم المتحدة إلى اتخاذ تدابير مستدامة لتجنب تفاقم التفاوتات. وتُقدّم مسارين لتحقيق التنمية المستدامة بعد الأزمة: التضامن الرقمي والتعليم اللغوي.

Introduction

La crise sanitaire que nous avons vécue nous apporte de nombreuses leçons à qui sait les comprendre. Au moment où nous dépistons les cas, c'est le corps social qui s'auscultait et avouait ses maux. Au Maroc, les citoyens ont été contraints de rester chez eux, observant le monde extérieur tout en suivant l'évolution de la pandémie, ses mutations et les conséquences qui en ont découlé, telles que les mesures d'hygiène, la distanciation sociale, les changements dans les modes d'enseignement et les restrictions de déplacement, entre autres. Ils se réveillaient pendant des semaines avec comme principale issue sur ce monde extérieur leur outil numérique et leur capital linguistique (Bourdieu, 1991).

Et quand l'accès à l'information et aux services est obstrué par la langue, les inégalités se creusent. Une part considérable de la société n'a en effet pas pu avoir accès à toute l'information concernant le virus. Elle a par conséquent compensé l'incompréhension par le mythe. Les comportements superstitieux en sont le témoin. La vulgarisation de l'information, des consignes d'hygiène et de sécurité par les médias n'a vraisemblablement cherché qu'à faire adopter un mode de comportement selon un degré de compréhension standardisé, car l'effort de compréhension est en grande partie tributaire de la compétence linguistique en plusieurs langues, celle qui permet de confronter les propos pour traiter le flux d'informations ambiguës et souvent contradictoires. L'incompréhension génère la peur, la panique et le recours au surnaturel.

Quelles leçons tirer de cette crise ? Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a insisté sur le caractère durable des interventions à entreprendre. « *Toutefois, en nous obligeant à agir, cette crise nous offre une occasion unique. Si nous prenons*

les mesures qu'il faut, la reprise pourrait emprunter une voie plus durable et plus inclusive. Mais si les politiques sont mal coordonnées, les inégalités déjà insoutenables risquent de s'enraciner et de s'aggraver encore, et les gains durement acquis en matière de développement et dans la lutte contre la pauvreté seront réduits à néant. » (UNTV, 19 mars 2020). Justement, cette situation nous apprend que les restaurations doivent viser le durable, les voûtes et non pas la façade. En temps de troubles, les structures bien raccordées sont les moins ébranlées.

Cet article esquissera, comme interprétation des résultats d'une observation participante, deux voies de développement contre les fractures et les inégalités insoutenables en temps de crise : la solidarité par le numérique et par le plurilinguisme. En effet, il sera question tout d'abord de présenter le contexte observé appuyé de témoignages et d'explicitier ensuite le paradigme de gestion de la solidarité qui structure cette réflexion.

Une vie doublement confinée : observation et témoignages

Au lendemain du confinement décrété, la population fut sectionnée en plusieurs îlots épars : ceux qui ne savent ni lire ni écrire et qui sollicitent le voisin pour remplir une fiche numérique ou papier ; et ceux qui maîtrisent deux ou plusieurs langues, y compris celles du numérique. Ceux qui possèdent toute sorte d'appareils connectés et ceux qui confondent ordinateur et internet. La fracture qui existait depuis longtemps est soudainement apparue au grand jour. Et quand celle-ci est à la fois linguistique et numérique, le confinement devient physique et culturel et se traduit instantanément en exclusion et inégalités sociales. Ce sont les solutions décrétées qui ont rapidement rappelé ces inégalités déjà à l'œuvre. L'enseignement à distance, l'accès aux administrations via ses portails en ligne, l'accès à l'aide

sociale par la fiche numérique, le télétravail, devenus les nouvelles normes de la vie sociale, ont creusé le fossé entre les deux catégories sociales. Pendant ce temps, une troisième catégorie lutte avec difficulté pour s'adapter. L'avalanche digitale qui s'est déferlée a rappelé, pour toute personne encore sceptique, le poids du numérique dans l'adhésion à la contemporanéité. Les décideurs ne jouent-ils pas un rôle dans cette situation ? Car, tout comme les voiles d'un bateau sont hissées avant la tempête, des mesures devraient être prises en amont.

Le cours à distance était resté inaccessible pour beaucoup d'élèves et d'étudiants comme le souligne une maman en colère : « mon enfant n'a ni téléphone ni connexion. Il devra attendre le retour de son père pour accéder au groupe WhatsApp ». En effet, certains ne disposaient pas de connexion, d'autres n'avaient pas de tablettes, d'ordinateurs ou de smartphones (même si le téléphone n'assure ce service que de façon aléatoire), et la plupart ne comptaient que sur la recharge du jour pour recharger leur compte. Les enseignants, quant à eux, ont dû improviser, tout comme un comédien qui perd son texte. Dans le domaine éducatif, bien qu'elle ait été apaisée par des modalités souples d'évaluation et de soutien, cette fracture a été conjuguée à l'incompétence et à l'improvisation : un groupe WhatsApp pour enseigner à distance.

Ce n'est que grâce à la solidarité, qui fait de son mieux durant les crises, que la survie a été assurée. Ses formes les plus manifestes sont d'ordre matériel : argent, aide alimentaire, aide sanitaire, etc. Elle prend souvent des allures charitables dans les sociétés dont les valeurs ont un fort ancrage religieux. Les secours de l'État et la renaissance de l'entraide interfamiliale ont effectivement concouru à lutter contre l'isolement. Or, face au mal persistant, les solutions non

structurées risquent de ne pas tenir longtemps et de ne pas couvrir tous les aspects de la vie. La solidarité éphémère apportée en apparence à la surface quand le mal est profond ne soigne rien. Quand la survie des individus est réduite à l'alimentation dans sa dimension buccale, la vulnérabilité sociale n'est plus considérée à sa juste mesure.

Une conception systémique de la solidarité : de la solidarité mécanique à la solidarité organique

La solidarité a vraisemblablement besoin de changer de modèle et de prendre une autre forme pour résister aux crises. La solidarité individuelle non contraignante est fondée vulnérable. L'acte solidaire qui en ressort reste une résolution individuelle stimulée par le degré d'adhésion aux valeurs sous-jacentes. Elle n'assure pas la durabilité et l'équité de la solidarité. Dès qu'une crise sociale dure, le zèle individuel s'affaiblit, s'abat ou se replie. Les plus vulnérables se retrouvent abandonnés à leur sort et deviennent bien évidemment plus souffrants. Cette conception de la solidarité semble ne pas pouvoir tenir aux crises durables.

L'approche systémique apparaît rapidement comme un paradigme réformiste. La solidarité y pourrait s'autogérer en boucle dès que la société est reconsidérée comme un écosystème où le déséquilibre d'un organe implique la déstabilisation des autres, même ceux qui vivent dans des sous-systèmes fermés, selon les lois de l'interaction et de la récursivité. De même et selon les mêmes lois, le bien-être que créerait la solidarité est socialement transmissible.

Cette récursivité fait de la structure un lieu d'interactions organiques où la solidarité inconstante émanant de l'individu n'y est qu'irrégularité intransitive car limitée dans le temps et dans l'humeur. L'établissement d'un mécanisme autorégulé

qui assure la coordination et le développement des fonctions sociales, tout en maintenant l'équilibre des rôles au sein de la société même en période de crise, garantit que chaque individu reste intégré dans le tissu social. Cette interdépendance fonctionnelle est ce qui confère à la société moderne sa cohésion et sa stabilité, formant ainsi un cadre de solidarité où la contribution de chacun est essentielle au maintien de l'ensemble (Durkheim, 1893). Cette voie de penser la société et le social rend effectivement la solidarité durable et stable car structurée et intégrée dans le système. Or, pour réussir à inventer un système solidaire, il est incontournable de repenser l'individu qui, pour s'entretenir, devrait en contrepartie entretenir l'environnement qui l'abrite. Leur dépendance est organique, leur destin aussi.

Puisant dans les vertus de la complexité (Morin, 1990) et des formes organiques, nous nous attacherons à développer deux formes durables de solidarité : la solidarité linguistique par l'éducation plurilingue et la solidarité par l'éducation au numérique.

La solidarité linguistique

La crise, qu'elle soit sanitaire, écologique, économique ou culturelle, trouve dans le linguistique son adjuvant ou son opposant : toute gestion n'est opérationnelle que par la médiation verbale. La communication en temps de crise ne se réduit pas à sa fonction informative pour devenir un moyen de mobilisation urgente, de survie même. Les individus sont appelés à convertir l'énoncé linguistique en comportement. Et quand leur compétence linguistique bute devant le flux informationnel, le trouble s'installe et pourrait conduire à empirer les situations. Cette crise sanitaire mondiale devenue sociale, économique et même éthique, nous apprend justement qu'au troisième millénaire l'esprit critique qui évolue rapidement, s'adapte et adopte un comportement convenable est

tout d'abord un esprit muni de compétence plurilingue : la navigation d'une langue à l'autre favorise l'exploration de l'objet informationnel mondialisé et permet de s'ouvrir sur les idées et les propos, de relier et de synthétiser pour construire une compréhension réfléchie.

Le besoin n'est plus maintenant de montrer l'immensité des coûts du monolingue individuel dans les sociétés. La fracture linguistique condamne tout effort d'émancipation à trainer des boulets comme nous l'avons vécu. Le boulet est bien entendu ce monolingue qui reste dépendant du traitement que le plurilingue fait de l'information. Il n'a par conséquent qu'un accès surveillé, filtré et souvent parrainé. Ceci alourdit le cheminement communicationnel par l'ajout d'agents médiateurs et standardise les compréhensions et les intelligences. En l'absence de compétence de traitement plurilinguistique, l'objet informationnel demeure figé dans sa substance partagée et modélisée par l'intelligence du vernaculaire.

Le cas Salah Eddine El Ghomari illustre ce coût engagé pour rétablir la fracture. Son intervention a créé une tension sociale car la diffusion généralisée a fâché ceux qui se sont sentis être pris pour des mineurs par ce genre de traitement acharné à sensibiliser plus qu'à faire comprendre, et souvent à commander au lieu de recommander. L'expérience a été donc vite abandonnée tant la crise est longue et la matière informationnelle est en mutation ininterrompue. Le coût de la prise en charge du citoyen linguistiquement mineur est élevé en temps de crise. Il peut en devenir fatal.

Le monolingue reste dépendant de son unique code et souvent il est la proie de la spéculation. Et quand cette unique langue maîtrisée n'est pas l'une des grandes diffusions à l'international, la dépendance linguistique devient plus intense. Ce monolingue devient encore fâché car ne consomme qu'un produit informationnel traité plusieurs fois et souvent réduit à sa forme

injonctive. La fracture sociale apparaît ici sous ses formes linguistiques.

Le non accès aux langues de grandes diffusions est justement une manifestation linguistique de la fracture sociale comme le signale L-J Calvet (2006) : « *Si l'inégalité sociale se lit par exemple dans le fait que le paysan égyptien ne parle ni l'arabe standard ni l'anglais, c'est bien que ces langues sont dans un rapport d'inégalité avec les idiomes vernaculaires et qu'une partie de la population est privée du capital symbolique que représente le contrôle de l'arabe standard et de l'anglais.* »

Il est certain, comme le montre cette citation, que tous les monolingues ne sont pas sur le même pied d'égalité socioéconomique et intellectuel. Une confirmation affirmée par le rapport de (Grin, 2002). Au regard du fait mondialisé, comme l'est la crise du coronavirus, être monolingue arabe marocain, ou amazigh ne se situe pas sur la même échelle qu'être monolingue anglais. Justement, sur la scène sociolinguistique marocaine, le monolingue est surtout, sinon quasiment, celui qui n'a accès qu'à sa langue maternelle ou première : l'arabe marocain ou l'amazigh pour la majorité des individus.

En période de crise et de trouble informationnel, le plurilingue, grâce à sa boîte à outils métalinguistiques synthétise le flux informationnel et s'approprie une connaissance personnalisée qui est le plus souvent complexe mais cohérente. Le monolingue, quant à lui, compte sur la solidarité linguistique pour comprendre. Il se fie aux portions que les médias lui offrent dans sa langue. Linguistiquement incarcéré, il n'évolue que dans une seule forme linguistique. Il ne pourra accéder à des dimensions pragmatiques plus complexes de l'énoncé car l'urgence ou la spéculation empêche de les transposer dans son vernaculaire. Par conséquent, cette forme de solidarité linguistique donne souvent lieu à des formes diverses de bruit surtout quand elle fait objet de simplification insultante ou de reproduction parodique sur les réseaux sociaux.

Naturellement, face à l'inefficacité de cette « charité linguistique », les stratégies d'éducation et la place des langues dans les curricula sont à réinterroger. Ce n'est que par une ouverture des programmes scolaires sur une palette linguistique qualitative et par une éducation aux médias que s'instruit le citoyen acteur, sujet de ses interventions dans ce monde multilingue.

La solidarité numérique

Cette fracture qu'installe en partie l'accès aux langues creuse encore plus profond les inégalités sociales, scolaires et culturelles quand elle s'associe à la carence numérique. Le confinement n'a pas été vécu pareillement par tous les individus. Ne pas accéder à internet, ou n'y accéder que laborieusement, a condamné des familles, des élèves et des étudiants à un double enfermement. Ils se sont trouvés exclus de la nouvelle communauté sociale formée quasi-intégralement sur la sphère numérique. Ils ne peuvent pas, ou ne savent pas, accéder aux services fournis à distance, le service pédagogique en premier lieu. Accentué par le confinement et la fermeture des écoles, le fossé numérique a rapidement nourri les inégalités qui étaient d'ailleurs déjà à l'œuvre. Ce constat est signalé par les enquêtes du HCP confirmant l'état d'un « accès limité aux outils et services nécessaires pour le suivi des cours à distance »¹. Cette période de confinement et de fermeture des écoles a vraisemblablement créé un nouveau mode d'exclusion produit par la rupture numérique. Cela sans parler de l'*illectronisme* réduisant les tablettes et les ordinateurs à des *gamboy* quand bien même on disposerait de quelques gouttes d'internet. Des foyers entiers ont vécu l'âge de pierre au moment même où d'autres sont passés aux lumières digitales. Cette fracture se mesure en termes de moyens matériels et de compétences instrumentales et

¹ Rapports sociaux dans le contexte de la pandémie COVID-19, HCP-2020, enquête COVID-19, 2ème passage.

stratégiques (P. Brotcorne, G. Valenduc, 2009) : avoir l'outil et savoir s'en servir.

Il y a lieu de repenser l'inclusion sociale et de redimensionner l'action solidaire qui y contribue. La fracture numérique peut effectivement et paradoxalement mettre à la marge ceux qui habitent et se nourrissent correctement. Le défavorisé et le vulnérable des temps modernes est celui qui ne fait pas encore son entrée dans l'univers numérique car le monde dit virtuel contrôle désormais le réel. En être exclu prive de services et d'opportunités : téléenseignement, télétravail, administration numérique, offre d'emploi, etc. Et ce nouveau paradigme de la vie devient de plus en plus le vecteur de la vie sociale. La digitalisation n'est qu'à ses premiers pas et le passage à la société numérique ne va que s'accélérer dans les jours à venir.

Croire en cette nouvelle conception de la notion d'exclusion devrait trouver son corollaire dans la réhabilitation de la notion de solidarité. La solidarité par le partage du bien numérique devient aussi élémentaire que celle qui se réalise par le partage du bien alimentaire. L'accès structuré à l'outil connecté s'impose comme une priorité des politiques éducatives et sociales. Les modalités de ce partage, ses formes et son organisation devraient constituer un franc débat dès que nous considérons le numérique comme un produit de première nécessité déterminant la survie des individus et la qualité de leur existence. D'ailleurs, décréter l'obligation de passer à un enseignement à distance ou hybride présuppose que la possession d'équipements technologiques et de la compétence numérique est de l'ordre du naturel. Le panier des produits de première nécessité contient désormais la chose numérique.

Conclusion

Le nouveau monde repose sans doute sur les potentialités de la communication numérique que ce soit pour s'informer, accéder

aux savoirs et aux services ou pour produire des opportunités de développement collectif ou d'émancipation individuelle. Cet univers numérique n'est plus virtuel car son actualisation devient l'auxiliaire du réel. Posséder l'outil connecté, la compétence numérique et linguistique est le défi sociétal des temps actuels. En leur absence ou insuffisance, une barrière s'installe entre l'individu et le *cyberespace* occupé par ceux qui sont correctement connectés. Et c'est cette fracture sociale qui empêche d'assurer un développement durable et équitable. Pire encore, elle installe une forme violente de discrimination.

Cette période de crise sanitaire que nous avons vécue est à vrai dire une avant-première de la nouvelle scène sociale caractérisée par la digitalisation massive. Les exclus numériques et linguistiques y sont les plus vulnérables, d'où la nécessité de redimensionner l'action solidaire en y intégrant l'outil d'une survie durable que constituent justement l'accès aux langues de grandes diffusions et l'accès structuré au numérique. Ces deux outils favorisent le décroisement des individus et leur insertion dans le développement durable.

Bibliographie

Bourdieu, P. (1991). *Langage et pouvoir symbolique*. Paris, Seuil.

Brotcorne, P., & Valenduc, G. (2009). Les compétences numériques et les inégalités dans les usages d'internet. Comment réduire ces inégalités ? *Les Cahiers du numérique*, 5(1), 45-68.

Calvet, L.-J. (2006). Les fractures linguistiques. *Bulletin suisse de linguistique appliquée*, 83, Institut de la Francophonie, Université de Provence.

Durkheim, É. (1893). *De la division du travail social*. Paris, Presses Universitaires de France.

Grin F. (2002). L'économie de la langue et de l'éducation dans la politique de l'enseignement des langues. Conseil de l'Europe, Strasbourg. www.coe.int/ang/fr

Moore, D., & Gajo, L. (2009). Introduction. French Voices on Plurilingualism and Pluriculturalism: Theory, Significance and Perspectives. *International Journal of Multilingualism and Multiculturalism*, 6(2), 137-153.

Morin, E. (1990). *Introduction à la pensée complexe*. Paris, Seuil.

Gajo, L., & Moore, D. (2009). Enseigner des disciplines en langues étrangères. *Le français à l'université*, 4, 2-3.

Guterres, A. (2020, 19 mars). Une crise humaine qui fait appel à notre solidarité. ONU. <https://www.un.org/fr/coronavirus-covid-19>

Haut Commissariat au Plan. (2020). Rapports sociaux dans le contexte de la pandémie COVID-19, enquête COVID-19, 2ème passage. HCP. <http://www.hcp.ma>

Morin, E. (2005). *Introduction à la pensée complexe*. Paris, Seuil.

Morin, E., & Lemoigne, J.-L. (1999). *L'intelligence de la complexité*. Paris, L'Harmattan.